

La formation des maîtres du primaire obtient un sursis

Enseignement - Un projet de loi menace de réduire d'un an le cursus. Les députés ont décidé de le geler.



Le pavillon Mail, qui abrite l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFEP) Image: archives Pascal Frautschi

[Par Aurélie Toninato](#) 31.03.2017

La formation des enseignants du primaire obtient un sursis. Le projet de loi (PL) qui menace de raboter le cursus d'une année vient d'être gelé. Les membres de la commission de l'enseignement supérieur, qui traitent ce PL, ont en effet décidé jeudi soir de le suspendre, pour une durée d'un an maximum. Ce choix est motivé par les discussions en cours dans d'autres cantons, qui songent à augmenter la durée de formation des enseignants, dispensée chez eux en trois ans. «Il y a une tendance générale à envisager une augmentation du temps de formation des maîtres, explique Caroline Marti, députée socialiste et membre de la commission. Nous allons alors attendre de prendre connaissance de ces conclusions pour nous prononcer.»

La question fait débat depuis trois ans déjà. En 2014, une motion allant dans le même sens que le projet de loi avait été acceptée par une majorité Grand Conseil. Puis, un PL est déposé

par le député PLR Jean Romain. Son objectif: réduire d'un an la formation de quatre ans des instituteurs du primaire délivrée par l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFÉ), cela afin de «s'aligner sur les autres cantons» (lire: [Un projet de loi pour raboter la formation des instituteurs](#)). En effet, «la totalité des hautes écoles pédagogiques délivrent ce diplôme en trois ans», indique Jean Romain. Qui propose notamment de réduire le cursus en supprimant la première année de la formation, un tronc commun qu'il qualifie de «gare de triage où une grande partie des cours s'avère inutile», et d'augmenter le temps sur le terrain en diminuant la proportion des cours théoriques. A cela s'ajoutent deux semestres optionnels suivis en emploi sur deux ans. Et la députée socialiste de relever: «Les maîtres devraient alors suivre une formation en cours d'emploi, financée par le Département de l'instruction publique, alors que la formation dispensée dans le cadre de l'Université bénéficie de subventions fédérales... Cela coûterait donc plus cher à l'Etat!»

On imagine que la décision de geler son PL doit agacer Jean Romain au plus au point... Même pas! «Si les autres cantons finissent par rallonger d'un an la formation, mon argument du cas particulier genevois risque de tomber... Il est donc plus sage d'attendre de voir ce qu'ils décident avant de nous prononcer. Mais je n'attendrai pas plus d'un an.» Une majorité se dégageait pourtant autour de ce PL, qui aurait certainement été accepté en plénière. Alors pourquoi accepter de patienter? «Je ne veux pas prendre de décision en défaveur de l'école, ça vaut le coup d'attendre encore une année. Le débat dure depuis trois ans, on n'est plus dans l'urgence.»

Le Conseil d'Etat est opposé à toute réduction du temps de formation, tout comme la SPG, le syndicat des enseignants du primaire, qui a menacé de lancer un référendum si la formation était rabotée, et l'Association des étudiants en formation enseignement primaire (Adefep). Pour Caroline Marti, «il est absolument évident que cela entraînera une réduction de la qualité de la formation, et potentiellement de la qualité de l'enseignement». Elle soutient que l'évolution de l'école plaide pour une formation longue. «Nos enseignants sont des généralistes, ce qui implique qu'ils soient capables d'enseigner aujourd'hui 13 branches, un nombre qui a d'ailleurs augmenté ces dernières années. D'autre part, on développe l'école inclusive or, pour une bonne intégration de ces enfants à besoins spécifiques dans l'école ordinaire, il faut que les maîtres puissent avoir des compétences particulières!» (TDG)

Créé: 31.03.2017, 13h00

4 Commentaires

Marc Giraud

03.04.2017, 12:52 Heures

La formation des enseignants au primaire devrait être dispensée par une haute école (comme partout en Suisse: moins d'années d'études et plus de travail sur le terrain) et non pas par l'Université. Il faut choisir: si l'on veut que nos enseignants soient des "intellectuels" titulaires de Masters, c'est 5 ans minimum! Si on veut 3 ans, une simple HEP fait l'affaire.

Jean-Claude Huggel

01.04.2017, 14:26 Heures

La qualité de l'enseignement n'a aucune importance, seul les subventions sont importantes! Pourquoi faut-il une formation universitaire qui est spécialisée pour faire des généralistes qui doivent peut-être plus travailler pratiquement. Je suppose que la formation Universitaire permet d'obtenir des salaires plus élevés que ceux des HES. Où est l'intérêt de l'enfant ? Bureaucrates au pays de Piaget!

Pierre Chauffat

01.04.2017, 14:17 Heures

Pour une fois que Genève fait mieux que les autres canton, cet ex-pseudo prof de philo, Romain Jean veut la supprimer, lamentable. Il faut au contraire mieux former les profs !

Jean-Claude Huggel

01.04.2017, 15:14 Heures

Le problème c'est que l'on ne forme pas de meilleurs profs, pas qu'ils soient pas assez compétents, mais parce que l'enseignement donné ne correspond pas aux besoins de ces profs. Pas assez de pratique, postes de stages insuffisant.... .Ce n'est pas la durée qui est en cause mais le contenu. Tous les Cantons font l'usage d'une HES (même Zürich) et Genève a besoin d'une Université. Genferei!